

Anhang

Das Koalitionsabkommen vom August 1999

Eine Analyse in der Hälfte der Legislaturperiode aus der Sicht einer nachhaltigen Entwicklung

April 2002

Im folgenden seien wesentliche Aussagen der Regierungserklärung von 1999 zitiert - und seitens des Mouvement Ecologique kommentiert.

Das vorliegende Dokument umfasst natürlich nicht alle angekündigten Massnahmen der Regierungserklärung im Umwelt- und Nachhaltigkeitsbereich. Vielmehr wurden vom Mouvement Ecologique wesentliche Elemente analysiert - und vor allem auch jene Initiativen hervorgehoben, die nach wie vor einer Umsetzung harren.

Umweltministerium

Nachhaltige Entwicklung

Le principe du développement durable guidera les actions du Gouvernement en matière de politique environnementale.

Das Umweltministerium arbeitet am Dossier - dass die Regierung die nachhaltige Entwicklung in der Praxis jedoch als oberstes Prinzip ansehen würde, ist nicht erkennbar. Im Gegenteil: so manche Aussagen von diversen Ministerien im Rahmen des Hearings über eine nachhaltige Entwicklung lassen erkennen, dass wir hiervon noch weit entfernt sind (Zitat Wirtschaft: Ausbau der regenerativen Energien kaum machbar).

CO2-Reduktionsplan

Le Gouvernement finalisera le plan de réduction des émissions de Co2 et mettra en oeuvre un programme pluriannuel y relatif.

Das Umweltministerium hat wohl einen ersten CO2-Reduktionsplan vorgelegt. Klare Zielvorstellungen, ein zeitlicher und finanzieller Plan zur Umsetzung jedoch gibt es nicht. So sind dann auch nur sehr begrenzt Massnahmen umgesetzt worden.

Unterstützung von ONG-Projekten

Le Gouvernement entend honorer l'engagement des organisations nongouvernementales en instaurant un système de cofinancement des projets d'ONG oeuvrant dans le domaine de la protection de l'environnement jusqu'à 50% d'après des critères stricts et transparents.

Positiv ist: es wurde tatsächlich ein derartiger Budgetposten geschaffen. Allerdings wurde bis dato kaum auf dringend wichtige Verbesserungswünsche seitens der ONGs reagiert.

Allgemeine Leitlinien

Lignes directrices d'une politique écologique

Au niveau de la politique européenne le Gouvernement s'engagera de façon conséquente à ce que de hauts niveaux de protection soient adoptés.

La protection de l'environnement sera élevée au rang de principe constitutionnel.

Le Gouvernement entend favoriser une politique dite de prévention par rapport à une politique dite de réparation. Dans ce contexte l'Etat va assurer son rôle de précurseur, notamment dans sa politique des bâtisses, en utilisant des produits écologiques au sein de ses administrations, par le recours à l'économie d'énergie et l'utilisation d'énergies renouvelables et en mettant en pratique le guide «Ökologischer Leitfaden für den Bau und die Renovierung von öffentlichen Gebäuden» élaboré par le Ministère des Travaux Publics.

Bei den Gipfeln von Goete-borg und Barcelona scheint Luxemburg keine treibende Kraft in ökologischen Fragestellungen gewesen zu sein.

Keine klare Stellungnahme der Regierung ist bekannt.

Seiner hier angestrebten Vorbildfunktion wird der Staat schlichtweg nicht gerecht! Das Fallbeispiel der Überarbeitung des Gesetzes betreffend die öffentlichen Ausschreibungen räumt zudem ökologischen Aspekten keinen eigentlich grösseren Stellenwert ein.

Le principe de l'introduction d'une taxe écologique trouve l'assentiment des délégations. L'instrument d'une taxe écologique doit présenter les caractéristiques d'un instrument destiné à influencer le comportement des consommateurs et producteurs, de sorte que son produit sera par essence variable sinon dégressif. Du fait de son caractère de «Lenkungsinstrument», il ne peut avoir qu'un effet neutre sur FIPC! En aucun cas une taxe écologique ne peut augmenter la charge fiscale globale.

En vue d'une réforme écologique de notre système fiscal, le Gouvernement entamera un premier pas en réalisant une étude de faisabilité concernant une telle réorientation et en introduisant dans le cadre d'une réglementation communautaire une taxe écologique énergétique répondant aux critères suivants: prévisionabilité pour tous les acteurs concernés, augmentation graduelle des taxes durant un espace de temps fixe, réutilisation des recettes financières à des finalités sociales et dans le domaine écologique, en tant qu'instrument de soutien aux entreprises et aux personnes privées d'après le modèle «Oeko-Bonus» dont la mise en oeuvre doit s'orienter suivant des critères de faisabilité de technique fiscale et administrative.

Bis dato fehlt es an einer Initiative der Regierung, so weit bekannt.

Das Umweltministerium seinerseits unterstützt aber zumindest finanziell die Erstellung erster Ideen seitens des Mouvement Ecologique.

Verknüpfung Ökologie - Ökonomie

Ecologie - économie

Le Gouvernement entend faire concilier davantage les intérêts écologiques, économiques et sociaux par une politique très ciblée.

Le Gouvernement entend faire réaliser une analyse sur les axes de développement potentiel ainsi que sur les conditions cadres nécessaires. Dans ce contexte des programmes d'aides sont à envisager, de même qu'une politique plus dynamique en relation avec le management écologique (éco-audit, éco-label).

Le Gouvernement entend réviser les programmes d'aides économiques actuelles sous l'aspect du développement durable et instaurer des régimes d'aides spécifiques en faveur des entreprises investissant dans la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle de l'énergie, ceci en conformité avec la législation européenne.

Afin d'assurer une mise en oeuvre dynamique de la nouvelle législation commodo-incommodo, ceci autant dans l'intérêt de la protection de l'environnement que de l'intérêt économique, le Gouvernement assurera une adoption prompte des règlements d'exécution de la législation commodo-incommodo.

D'autre part, des programmes d'aides ciblés, limités dans le temps, seront mis en oeuvre afin de permettre aux entreprises d'adopter les technologies les plus avancées et dépassant les critères de la notion de la meilleure technologie disponible. En plus un large programme de conseil aux entreprises en vue de la réalisation de processus de production plus écologiques sera assurée. Le Gouvernement soutiendra les Chambres professionnelles concernées dans leurs efforts dans le domaine de l'environnement et de la santé sur le lieu de travail, aspects étroitement liés.

Im Bereich Verknüpfung Ökologie - Ökonomie gibt es erhebliche Defizite. Wohl überarbeitet das Wirtschaftsministerium derzeit aufgrund von EU-Vorgaben die Kapitel betreffend Fördermittel im Rahmen des Wirtschaftsförderungsgesetzes. Die in der Regierungserklärung angeführten Massnahmen aber werden nicht umgesetzt:

- Welche Massnahme zur Verknüpfung von Ökologie / Ökonomie erfolgt?
- Eine Analyse über potenzielle Entwicklungsachsen im Bereich zukunftsweisender Betriebe wurde bis jetzt nicht offen gelegt!
- Eine fundamentale Durchsicht bestehender Förderprogramme erfolgt nicht!
- Die Ausführungsreglemente des Kommodo-Gesetzes wurden nur begrenzt vorangetrieben.
- Gezielte, zeitlich befristete Förderprogramme im ökologischen Bereich gibt es nach wie vor nicht.

Luftreinhalteplan - Normen zum Wasserschutz

Le Gouvernement se dotera d'un plan de qualité de l'air et de l'eau et de valeurs d'émission limites fixant des normes environnementales.

Keine Initiativen bekannt.

Naturschutz

Environnement naturel

Le Gouvernement entend procéder à un renforcement du service protection de la nature et à une réforme de la formation du personnel chargé de la gestion des ressources naturelles.

Das zur Reform der Forstverwaltung durchgeführte Au-dit berücksichtigt keine qualitativen Aspekte aus naturschutzfachlicher Sicht (u.a. auch was eine stärkere wissenschaftliche Grundlage für den Naturschutz anbelangt). Es ist zur Zeit nicht erkennbar, in wieweit bei den Reformbestrebungen auch das Audit über den Zustand der natürlichen Umwelt von 1998 berücksichtigt wird.

Le Gouvernement va définir des priorités et buts précis à atteindre au niveau de la protection de l'environnement naturel et des paysages, buts qui seront concrétisés au niveau de l'utilisation d'espace dans un plan sectoriel relatif à la préservation des grands ensembles paysagers et forestiers. Ainsi le Gouvernement entend assurer la création de zones vertes interurbaines empêchant le mitage du paysage.

Ein sektorieller Plan wurde in Zusammenhang mit der Erstellung des sog. IVL angekündigt; die Vorarbeiten scheinen noch nicht angelaufen zu sein.

Dans le but d'assurer une protection efficace du sol, le Gouvernement envisage d'élaborer une loi sur la protection et la gestion des sols.

An einem Entwurf für ein Bodenschutzgesetz wird zur Zeit gearbeitet.

Le Gouvernement renforcera ses efforts de création de zones de protection de l'environnement naturel et de zones de protection paysager, ceci dans le but d'assurer la sauvegarde de biotopes et paysages particulièrement importants et riches.

Das Mamertal soll das erste Luxemburger Landschaftsschutzgebiet werden; die Umsetzung der EU-Direktiven (Habitat bzw. Vogelschutz-Richtlinie) in Luxemburg geht äusserst schleppend voran; Prioritäten und Vorgehensweise sind zur Zeit, von aussen gesehen, nicht nachvollziehbar.

Le Gouvernement entend soutenir en conséquence des initiatives communales et intercommunales.

Le Gouvernement entend favoriser davantage des programmes coopératifs avec l'agriculture concernant la protection de l'environnement naturel.

Le Gouvernement continuera ses efforts de maintien et de renaturation des cours d'eau et des ruisseaux ainsi que la création systématique de zones de protection des eaux en collaboration avec le secteur agricole.

Das Innenministerium möchte im Rahmen des Wasserwirtschaftsamtes auch die Kompetenz für die Renaturierungen erhalten und plant anscheinend Art. 5 des Naturschutzgesetzes in das neue Wasserwirtschaftsgesetz zu integrieren. Dies ist vom Prinzip her zwar nachvollziehbar, wirft jedoch grundsätzliche Probleme in punkto Kompetenz des Umweltministeriums im Naturschutzbereich auf und würde zu dessen weiteren Schwächung führen.

Le Gouvernement entend assurer une gestion durable de la forêt. Dans ce but, le Gouvernement entend définir, au niveau de la forêt domaniale, un certain pourcentage de la surface forestière comme parcelles «maintenu dans son état naturel et libre de toute exploitation». Les autres surfaces forestières, et surtout les surfaces étatiques, seront gérées d'après le principe de la gestion durable des forêts.

Les plans verts constituant un instrument particulièrement important dans le cadre d'une communalisation de la protection de l'environnement naturel, ils seront intégrés dans la législation de 1937 concernant l'aménagement communal en faisant ainsi partie intégrante des PAG communaux.

Abfall

Le Gouvernement finalisera le plan national de gestion des déchets, y inclus les plans sectoriels relatifs à la gestion des déchets ménagers, encombrants et assimilés, des déchets industriels, commerciaux et artisanaux, des déchets inertes, de déchets hospitaliers et assimilés et des boues d'épuration avec promulgation de règlements grand-ducaux concernant l'exécution de ce plan national. L'élimination de déchets industriels ne sera pas examinée sous une optique purement nationale.

Au niveau de la gestion des déchets, le Gouvernement entend assurer une étroite coopération avec les communes, les syndicats de communes et les autres acteurs concernés et il mettra un accent sur la politique de prévention.

Le Gouvernement entend inciter les communes à réaliser une certaine réorganisation des structures au niveau de la gestion des déchets. La mission du «conseil national de coordination» assurant une concertation entre Etat et les syndicats intercommunaux sera valorisée.

Le Gouvernement soutiendra les entreprises faisant des efforts au niveau de la prévention, ceci par le biais d'une politique de conseils.

Le Gouvernement entend soutenir de façon active des projets innovateurs telle que l'utilisation de déchets organiques dans des installations Biogaz (fermentation au lieu du compostage).

En plus, le Gouvernement terminera à court terme le cadastre des anciens sites pollués et mettra en oeuvre un programme pluriannuel d'assainissement tout en appliquant le principe pollueur-payeur. Il envisage la création d'un Fonds du Risque environnemental en cas d'insolvabilité du pollueur ou de l'impossibilité de le saisir juridiquement.

Ein Gesamtplan für die Ausweisung naturnaher Waldparzellen wurde erarbeitet, verschiedene Gemeinden haben schon solche Waldreservate ausgewiesen. Eine Entscheidung darüber, welches Zertifikationslabel für staatliche Wälder eingeführt werden soll steht noch immer aus. Hier gibt es grundsätzliche Meinungsverschiedenheiten zwischen Umwelt- und Landwirtschaftsministerium. Das Umweltministerium bevorzugt (wie die Umweltorganisationen) das anspruchsvolle weltweit geltende FSC-Label.

Da der definitive Entwurf des neuen 37er Gesetzes noch nicht vorliegt, ist zur Zeit unklar, ob und in wiefern eine Integration der Landschafts- in die allgemeinen Flächennutzungsplanung der Gemeinden erfolgen wird.

Verbindliche sektorische Abfallwirtschaftspläne gibt es immer noch nicht - der generelle "plan national" harret in grossen Teilen seiner Umsetzung. Eine Strategie und Prioritäten im Abfallbereich - sind abgesehen von den rezenten Äusserungen zum Bau weiterer Bauschuttdeponien - nicht erkennbar.

Die Zusammenarbeit mit den Gemeinden wurde kaum ausgebaut - von einem Akzent im Sinne der Abfallvermeidung seitens des Umweltministeriums oder anderer Akteure ist recht wenig zu spüren.

Eine Überarbeitung der Strukturen ist nicht bekannt - ebenso wie eine Aufwertung des "conseil national" nicht erfolgte.

Keine zielgerichtete Massnahme bekannt.

In diesem Bereich sind positive Akzente erfolgt, dies besonders im landwirtschaftlichen Bereich.

Dieses Projekt geht nur - wenn denn überhaupt - sehr schleppend voran. Die Bestandsaufnahme hat de facto erst begonnen, von einem pluriannuellen Sanierungsplan kann entsprechend nicht gesprochen werden. Der "fonds du risque environnemental" scheint derzeit nicht in Ausarbeitung.

Staatsministerium

Afin d'inciter les citoyens à prendre une part plus active dans la vie politique entre deux échéances électorales, le Gouvernement élaborera un projet de loi réglant l'initiative populaire au niveau national. Celle-ci devrait permettre à dix mille électeurs de présenter une proposition de loi qui devrait être examinée par la Chambre des Députés. De même, cinquante mille électeurs pourraient exiger un référendum sur une proposition de loi ainsi présentée.

Keine konkrete Initiative ist bekannt

Mittelstands-, Tourismus- und Wohnungsbauministerium

Le développement actuel et prévisible de la population laisse prévoir une augmentation substantielle de la demande dans le domaine du logement. Le Gouvernement se propose de développer une stratégie globale et régionale en matière de création et de rénovation de logements et élaborera à cette fin un plan sectoriel " Logement ", dans le cadre de la mise en œuvre du programme directeur de l'aménagement du territoire.

Eine Gesamtstrategie im Bereich Wohnungsbau lässt sich schmerzlich vermissen, ebenso wie der "sektorielle Plan im Wohnungsbau" längstens vorliegen müsste.

Le Gouvernement mènera, en étroite collaboration avec les communes et les promoteurs publics, une politique active du logement.

Keine weitgehende Initiative in diesem Sinne nach aussen bekannt.

Une attention particulière sera accordée, dans ce contexte, à la gestion du sol et à la spéculation foncière afin de promouvoir un développement du logement à l'intérieur des agglomérations et d'éviter la rétention, à des fins spéculatives, de places à bâtir immédiatement constructibles. A cette fin le Gouvernement entend mettre en place un cadastre des places à bâtir non encore affectées à la construction ainsi que des mécanismes régulateurs en matière de taxation foncière.

Keine weitgehende Initiative in diesem Sinne nach aussen bekannt.

Le Gouvernement élaborera un complément au 7e programme de construction d'ensembles et établira, au terme de celui-ci en 2001, un 8e programme. Il favorisera, en plus, toute initiative émanant des promoteurs publics en vue de créer des zones d'assainissement et des zones de réserves foncières.

Dans l'esprit d'un développement durable du pays, le Gouvernement promouvra l'acquisition d'un logement ancien, suivie d'une rénovation et poursuivra les travaux entamés en vue de l'introduction à court terme, du carnet de l'habitat visant la conservation et l'amélioration du patrimoine existant.

Seit Jahren angekündigt sind nach aussen die Modalitäten dieses "Carnet de l'habitat" immer noch nicht bekannt. Dies führt sogar dazu, dass der Energiepass des Umweltministeriums und die Altbauanierung im allgemeinen seit Jahren durch die träge Vorgehensweise des Wohnungsbauministeriums in diesem Bereich verhindert wird.

Wirtschaftsministerium

Le Gouvernement mettra en accent particulier sur les aspects qualitatifs de la croissance et sur le caractère durable du développement économique, social et écologique.

La compétitivité globale de notre économie est également un des objectifs de la politique énergétique du Gouvernement. Celle-ci visera en outre la sécurité et la diversification de l'approvisionnement en énergie, ainsi que la protection de l'environnement. La politique énergétique doit aussi contribuer à l'objectif de croissance durable.

La politique énergétique est un facteur important de la compétitivité économique générale. Par ailleurs elle a pour objectif d'assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique et de contribuer à la protection de l'environnement.

Notre pays continuera d'être largement dépendant de l'étranger en matière d'approvisionnement en énergie primaire. Il s'agira, à la fois pour des raisons de coûts et pour des considérations écologiques, d'utiliser l'énergie disponible de la façon la plus rationnelle possible.

Le Gouvernement continuera de promouvoir le potentiel national de production d'énergie dans la mesure où cela s'avère être économiquement défendable et écologiquement souhaitable. Le Gouvernement soutient la réalisation d'une centrale turbine-gaz-vapeur pour augmenter la production autonome d'énergie et pour réduire les émissions de CO₂, engagement qui a été pris par le Gouvernement des enceintes mondiales. Le Gouvernement veillera à ce que cette centrale soit optimisée du point de vue écologique, notamment en examinant l'opportunité de la création d'un réseau de chaleur en avel et en promouvant l'implantation à proximité d'établissements utilisant la chaleur.

Les économies d'énergie et l'utilisation rationnelle de l'énergie répondent à des impératifs tant économiques qu'écologiques.

Dans le cadre de l'objectif de réforme écologique de notre système fiscale, le Gouvernement entamera un premier pas en faisant réaliser une étude de faisabilité sur l'introduction d'une taxe énergétique dans le cadre des réglementations communautaires.

Dans le cadre du programme d'assainissement des bâtiments existants, une attention particulière sera accordée aux économies d'énergie. Les normes d'isolation thermique des constructions nouvelles seront adaptées aux progrès techniques et leur contrôle se verra renforcé.

Eine Konkretisierung dieses Prinzips ist nicht feststellbar.

Auf der Ebene des Wirtschaftsministeriums wird der Aspekt einer nachhaltigen Energiepolitik sträflich vernachlässigt, sowohl was die Vorgaben an die Stromunternehmen betreffend die regenerativen Energien, als auch was die Massnahmen zum Energiesparen usw. betrifft. Die Energiepolitik des Wirtschaftsministeriums ist sicherlich kein Aspekt einer ökologischen Politik, so wie im Koalitionsabkommen dargelegt.

Eine Konkretisierung dieses Prinzips in praktischen Massnahmen erfolgte kaum.

Fakt ist, dass die Umsetzung eines derzeit vorliegenden Reglementsentwurfs des Wirtschaftsministeriums betreffend die Einspeisetarife von u.a. Wärme-Kraft-Kopplungsanlagen und Wind, zu erheblichen Verschlechterungen der Situation dieser zukunftsweisenden Technologien führen würde. Auch auf der Ebene des Gas- und Dampfturbinenkraftwerkes tut sich nur äusserst langsam etwas, derzeit wird scheinbar an einer verstärkten Auskoppelung der Wärme gearbeitet. Welcher Prozentsatz aber angestrebt wird, ist kaum bekannt. Ebenso sind keine weitgehenden Initiativen des Wirtschaftsministeriums bekannt, die darauf abgezielt hätten, spezifische (neue) Betriebe aufgrund der möglichen Auskoppelung der Wärme für diesen Standort zu gewinnen.

Es ist nicht bekannt, dass eine derartige Studie in Auftrag gegeben worden wäre.

Die Luxemburger Wärmeschutzverordnung ist in der Tat veraltet und müsste dringend überarbeitet werden. Das erfolgte jedoch nicht!

Innenministerium

Les départements ministériels sont chargés de mettre au point une grille de lecture pour l'attribution de subsides aux collectivités locales. Dans ce contexte, il y a lieu de dresser annuellement un relevé tant des articles budgétaires des différents départements ministériels que des objets susceptibles d'être subsideés.

Ainsi le Gouvernement fera élaborer une législation et réglementation portant sur l'accès aux documents administratifs et aux banques de données, ainsi que sur la publication des textes administratifs.

La politique en matière d'aménagement du territoire sera calquée sur le principe du développement durable où il importera de garantir le niveau de vie et la compétitivité économique des régions tout en réduisant la consommation d'énergie, des ressources naturelles ainsi que la consommation de surfaces non bâties.

A cette fin, le Gouvernement poursuivra les travaux entamés en vue d'arrêter définitivement le programme directeur de l'aménagement du territoire aux termes de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire. Le programme directeur permettra au gouvernement d'orienter le développement durable du Luxembourg en termes d'aménagement de l'espace et doit par conséquent être considéré comme constituant une stratégie globale.

La mise en oeuvre de cette stratégie sera intégrée dans les politiques sectorielles poursuivies par les départements ministériels concernés. L'aménagement du territoire assurera dans ce contexte une mission de coordination.

Le renforcement de la coordination interministérielle sera matérialisée par l'élaboration de plans sectoriels consacrés notamment aux transports, au logement, à la protection et au développement des paysages, à l'application des directives communautaires "Habitats" et "Oiseaux", et aux lycées.

L'apport spécifique du ministère ayant dans ses attributions l'aménagement du territoire se concentrera sur trois champs d'action prioritaires, à savoir la promotion d'une déconcentration concentrée, le renforcement de la coordination régionale et transfrontalière.

La coopération au niveau régional étant un élément essentiel d'une politique de développement durable du territoire, le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer l'élaboration et la mise en oeuvre des plans directeurs régionaux.

Le Gouvernement soutiendra la consolidation, respectivement la poursuite de la phase de lancement des observatoires régionaux, en vue de garantir l'élaboration respectivement la préparation et le suivi des plans régionaux. La reconversion des friches industrielles dans le sud du pays restera une priorité du Gouvernement et constituera un élément central du futur plan régional SUD.

Ein derartiges Dokument ist dem Mouvement Ecologique nicht bekannt.

Dieses Mehr an Transparenz wurde bis dato nicht geschaffen...

Die Direktiven der Landesplanung entsprechen sonder Zweifel diesen Prinzipien. Notwendig wäre, wenn der Zusammenhang zwischen nachhaltiger Entwicklung und Landesplanung weitaus offensiver angegangen werden würde.

Vor allem auch der Zusammenhang zwischen den Diskussionen über eine nachhaltige Entwicklung und den Direktiven der Landesplanung ist nach wie vor kaum offensiv angegangen worden. Eine Diskussion in der Abgeordnetenkammer über das Landesplanungsprogramm fand noch nicht statt.

Immerhin findet im Rahmen des IVL die Erstellung einer Reihe von sektoriellen Plänen Erwähnung - doch unklar ist überhaupt, inwiefern das IVL bereits als «plan sectoriel» dienen kann oder nicht. Eine Umsetzung bzw. Diskussion über die Resultate des IVL im Rahmen der aktuellen Legislaturperiode ist aber nicht mehr unbedingt gegeben...

Vergleichbares gilt für den sektoriellen Plan „paysages protégés“ sowie die Umsetzung der EU-Habitat- und Vogelschutzdirektive, die nur schleppend vorankommen.

Die Dynamik des Innenministeriums im Süden des Landes ist z.T. bemerkenswert, besonders in Bezug auf die Revitalisierung von Belval-Ouest. Was erfolgt nun mit den anderen Industriebranchen, wie kann Belval-Ouest in ein Entwicklungskonzept der Südregion eingebettet werden? Hier sind ohne Zweifel nicht alle Voraussetzungen für eine kurzfristig verstärkte Zusammenarbeit der Gemeinden gegeben. Auch stellt sich die Frage, wie verhindert werden kann, dass andere Regionen, wie z.B. eine "Nordstad" das Gefühl bekommen, nicht vergleichbar in ihren Bemühungen gefördert zu werden.

L'action entreprise en matière de création et de gestion de parcs naturels sera poursuivie et amplifiée.

En matière d'aménagement des communes, le Gouvernement mettra tout en oeuvre pour faire aboutir dans les plus brefs délais le projet de loi concernant l'aménagement des communes.

Finalement, le Gouvernement entend légiférer tant sur la question de l'indemnisation de propriétaires dont les immeubles subissent une moins-value du fait des autorités publiques, que sur la question des plus-values résultant d'une intervention de l'autorité publique.

Gestion de l'eau

Le Gouvernement a opté pour une politique concentrée en matière de gestion de l'eau qui aura comme finalité le regroupement des différents aspects ayant trait à l'économie de l'eau. Ainsi les différentes administrations et divisions de services qui, à l'heure actuelle, ont des compétences en matière de protection et de gestion de l'eau seront fusionnées dans une même entité afin de créer l'instrument nécessaire à une véritable gestion intégrée de l'eau, instrument qui relèvera de la compétence du Ministre de l'Intérieur.

Le Gouvernement renforcera ses efforts en vue de la construction de stations d'épuration, afin d'assurer une organisation optimale et une réduction des coûts, un audit externe en la matière sera réalisé. Le Gouvernement entend par ailleurs promouvoir davantage les stations décentralisées.

Das Innenministerium übernimmt derzeit keine offensive Rolle zur Schaffung neuer Parke, sondern setzt primär auf die Eigeninitiative der Gemeinden

Die Reform dieses so wichtigen Gesetzes ist immer noch nicht erfolgt. Ein Entwurf des Innenministeriums soll scheinbar in Kürze vorgestellt werden. Ob nunmehr aber noch eine Verabschiedung in dieser Legislaturperiode möglich ist, scheint fraglich.

Keine Initiative bekannt.

Nach Aussen sind die Leitlinien, die die Wasserschutzpolitik der Regierung und des neuen Wasserwirtschaftsamtes prägen sollen, nicht bekannt.

Transportministerium

Dans le souci de garantir une mobilité optimale à l'ensemble de la population le Gouvernement poursuivra activement l'amélioration de l'offre des transports publics. L'optimisation de l'offre actuelle se fera notamment sous les angles de vue suivants:

- créer des structures coordonnées en vue d'une organisation commune des transports publics par rail et par route reposant sur le principe d'une distinction entre les compétences d'une autorité organisatrice chargée de déterminer les besoins et de coordonner l'offre et celles d'une pluralité d'opérateurs en charge des prestations de transport à fournir, tout en étudiant sous quelles conditions l'offre en place pourra être améliorée et dans quelle mesure les coûts générés pourront le cas échéant être répartis entre les différents acteurs;

- creuser l'idée d'une centrale de mobilité en vue d'une organisation plus rationnelle et une extension éventuelle de l'offre existante afin de mieux rencontrer les besoins en dehors des heures de pointe, notamment en fin de soirée et pendant les fins de semaine;

Den Verkehrsverbund als wesentlichstes Element einer zukunftsorientierten Transportpolitik gibt es immer noch nicht. Auch ist nach aussen nicht bekannt, wie weit evtl. Vorarbeiten gediehen sind. Es wird wohl jetzt sehr schwer werden, dieses Verbund noch in dieser Legislaturperiode zu schaffen.

Auch die Mobilitätszentrale wurde, trotz mehrfacher Ankündigungen, immer noch nicht geschaffen ... Auch hier ist nicht gewusst, wie weit evtl. Vorarbeiten fortgeschritten sind.

- mieux intégrer les relations transfrontalières régionales dans le schéma national en vue d'appréhender au mieux la masse des migrations quotidiennes des navetteurs frontaliers;

Les projets d'infrastructure routière nouveaux requerront une concertation appropriée entre le Ministère des Travaux Publics et le Ministère des Transports en y associant le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Un concept global sur l'évolution future des transports publics et le développement du trafic de transit sera élaboré; cette étude préparera les décisions sur l'opportunité d'un élargissement à 2 x 3 voies de certains axes autoroutiers. Il sera en plus examiné dans quelle mesure l'apaisement du trafic dans les traversées des localités pourra se faire grâce à des routes de contournements dont le relevé des projets prioritaires sera mis à jour et complété en cas de besoins.

Verbesserungen wurden positiverweise durchgeführt, diese stehen aber kaum im Verhältnis zu den Herausforderungen bzw. stellen keine befriedigende Lösung der derzeitigen Transportprobleme dar. Neue gigantische Probleme werden zur Zeit geschaffen, u.a. durch den Wildwuchs an Aktivitätszonen in der Peripherie der Stadt Luxemburg.

Rezent wurde endlich die Idee des Integrierten Landes- und Verkehrskonzeptes vorgestellt. Dieses ist aber aus mehrfacher Sicht als problematisch zu werten (siehe ausführlichere Stellungnahme des Mouvement Ecologique).